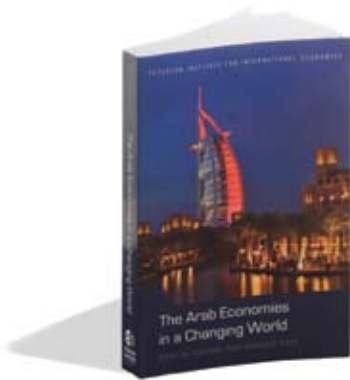


Les contre-performances du monde arabe



Marcus Noland et Howard Pack

The Arab Economies in a Changing World

Peterson Institute for International Economics, Washington, 2007, 350 pages, 24, 95 dollars (broché).

Les auteurs examinent les performances économiques et les perspectives de dix pays arabes : l'Algérie, l'Arabie Saoudite, l'Égypte, la Jordanie, le Koweït, le Liban, le Maroc, la République arabe syrienne, la Tunisie et la République du Yémen, en partant de l'hypothèse que l'«arabisme» confère un degré significatif d'homogénéité qui permet cette comparaison. Ayant moi-même écrit un livre en 1976 sur la région qui s'étend du Maroc à la République islamique d'Iran, je peux dire que la région «arabe» n'est guère homogène. Je suis arrivé à la même conclusion en 1997 en ce qui concerne les six pays du Conseil de coopération du golfe (CCG) qui n'avaient pas atteint le degré d'homogénéité espérée (en effet, on peut difficilement comparer l'Arabie Saoudite et Bahreïn). Par la suite, en 2006, j'ai pensé que les pays exportateurs de pétrole du Golfe persique constituaient peut-être le groupe le plus homogène, mais même pour ces pays, l'homogénéité a ses limites. Noland et Pack arrivent sans le dire à la même conclusion : les pays qu'ils étudient sont trop divers pour se prêter à de belles généralisations.

Responsable de cette rubrique : Archana Kumar.

Éléments clés de l'analyse

Les principales conclusions des auteurs sont les suivantes : 1) bien que la plupart de ces pays obtiennent de bons résultats eu égard aux indicateurs sociaux, leurs performances économiques sont restées moyennes; 2) les raisons en sont diverses; 3) les facteurs qui y contribuent sont la médiocrité des institutions (forte corruption, absence d'intégration transfrontalière, recours limité à la technologie et à l'innovation, éducation et formation techniques inférieures à la moyenne, etc.), l'existence de régimes autoritaires, l'incertitude dans le domaine politique et le poids du secteur public; 4) dans le cas des pays exportateurs de pétrole, la présence de pétrole ouvre des possibilités mais comporte aussi des écueils. En résumé, les auteurs concluent que «sans remettre en question les réussites passées..., la question qui se pose est celle de savoir si face aux pressions démographiques, il est possible de relever le défi de l'emploi en s'appuyant sur les modèles politiques et économiques existants... La réponse est presque certainement négative.»

Malgré la qualité et la portée de leur analyse, je ne partage pas toujours le point de vue des auteurs. Par exemple, s'agissant des perspectives de chômage, ils négligent l'importance de l'activité des femmes. De même, l'étude de pays très divers leur fait oublier que les performances des pays exportateurs de pétrole du Golfe persique au cours de la période 1975–2004 n'ont pas été moyennes, mais inférieures à la moyenne.

Erreurs d'omission

Évaluant les raisons qui sous-tendent la médiocrité des performances économiques de ces pays, Noland et Pack négligent de souligner le rôle des conflits et des guerres. L'Iraq, le Liban, le Koweït, l'Algérie, l'Égypte, la République arabe syrienne et la Jordanie ont payé un lourd tribut et certains des pays du CCG ont en partie réglé la facture.

Les auteurs passent également sous silence l'influence négative des puissances extérieures, qu'elles aient soutenu des dictateurs, contraint les pays à l'isolement, leur aient appliqué des sanctions, aient cherché à leur «fourguer» un matériel militaire perfectionné, ou bien simplement pratiqué une politique consistant à diviser pour mieux régner. Selon Noland et Pack, «étant donné que les régimes politiques arabes restent stables par nature pendant des périodes exceptionnellement longues, cet héritage (l'autoritarisme) semble s'être perpétué beaucoup plus longtemps chez eux que dans les régions où des tendances comparables se sont manifestées». Mais ils n'en donnent cependant pas les raisons et déclarent que «les enjeux sont fondamentalement de nature «interne», ce qui fait que la communauté internationale ne peut pas y faire grand-chose». De fait, les puissances étrangères doivent reconnaître qu'elles sont en partie responsables de l'existence de ces régimes autoritaires et des problèmes dits «internes» qui se posent dans plusieurs de ces pays.

Enfin, bien que les auteurs déclarent à plusieurs reprises que l'Islam n'a pas d'influence sur les performances économiques de ces pays, ils semblent aussi vouloir nuancer leur position en déclarant que «les interprétations négatives du rôle de l'Islam dans l'histoire des pays examinés sont probablement justifiées, mais cette influence est peut-être atténuée dans le monde contemporain grâce à une convergence suffisante des institutions, des politiques et des comportements». Noland et Pack citent les observations d'un seul groupe de commentateurs. Ils auraient pu rétablir l'équilibre en indiquant que de l'avis d'un autre groupe, l'Islam insiste clairement sur l'importance de la prospérité et de la justice économique pour la communauté musulmane.

Hossein Askari

Professeur de commerce international et de relations internationales, George Washington University

Amis ou ennemis?

Bill Emmott

Rivals

How the Power Struggle Between China, India and Japan Will Shape Our Next Decade

Harcourt, 2008, 352 pages, 26 dollars (toilé).

Bill Emmott a été pendant 13 ans rédacteur en chef de la revue *The Economist*, après en avoir été le correspondant à Tokyo pendant les années 80. À l'époque, l'expansion économique japonaise faisait craindre, aux États-Unis et ailleurs, que ce pays ne cherche à refaire le monde à son image. Mais en 1989, Emmott contestait cette position dans son livre intitulé «*The Sun Also Sets: The Limits to Japan's Economic Power (Le soleil se couche aussi : les limites du pouvoir économique du Japon)*», prédisant que la croissance du pays ne se poursuivait probablement pas dans les années 90.

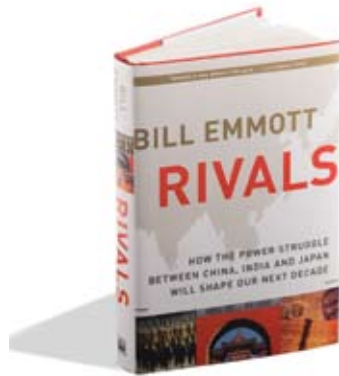
La justesse de cette prédiction confère à Emmott une réelle crédibilité dans les débats sur l'Asie. En 2006, après son départ de *The Economist*, il nous fait à nouveau bénéficier de ses analyses éclairantes dans «*Les Rivaux : Comment la lutte de pouvoir entre la Chine, l'Inde et le Japon va façonner la prochaine décennie*». Très nuancé et avare de clichés flatteurs, cet ouvrage apporte une contribution précieuse aux débats souvent interminables sur l'avenir politique et économique de l'Asie.

Qui a raison?

Emmott fait valoir d'emblée que la coexistence de trois grandes puissances sur le continent asiatique est un fait nouveau et que par conséquent la façon dont ces pays géreront à l'avenir leurs relations économiques et politiques sera cruciale pour l'avenir du continent. Il cite un haut responsable du ministère des affaires étrangères de l'Inde qui résume la situation comme s'il s'agissait d'un jeu à somme nulle : «*Il faut bien comprendre que nous sommes deux pays (l'Inde et la Chine) qui estimons tous deux que l'avenir nous appartient, or nous ne pouvons tous deux avoir raison.*»

Le contentieux entre la Chine et le Japon suite aux agissements de ce pays pendant la Seconde Guerre mondiale

est loin d'être réglé, de nombreux Chinois reprochant aux Japonais de ne pas s'être repentis de leurs crimes de guerre. Par ailleurs, la Chine continue à revendiquer l'État d'Arunachal Pradesh, ce qui a conduit à la guerre en 1962. De son côté, l'Inde estime que certaines terres himalayennes reculées appartenant actuellement à la Chine font partie de son territoire.



Dans ces conditions, on peut s'inquiéter de la décision prise par la Chine d'augmenter ses dépenses militaires de 18 % alors que l'Inde a décidé de les augmenter de 8 % (en signant en même temps un traité d'énergie nucléaire avec les États-Unis). Même le Japon, qui se heurte à certaines limitations dans le domaine militaire, a signé avec l'Australie une déclaration sur la sécurité l'année dernière — le premier accord de ce type signé par Tokyo depuis le traité de paix avec les États-Unis en 1952.

Vers l'union

La bonne nouvelle est que les trois pays sont de plus en plus intégrés sur le plan économique. En juillet 2008, par exemple, les exportations de la Chine vers le Japon ont pour la première fois été supérieures aux ventes aux États-Unis. Si la forte croissance se maintient (au moins en Chine et en Inde), l'intégration devrait se poursuivre et favoriser une union entre les pays d'Asie sans précédent depuis les exploits de Genghis Khan.

Mais l'intégration va-t-elle se poursuivre? Cela dépendra de la capacité des pays d'appliquer des réformes qui dynamiseront la croissance économique.

Ainsi, les marchés financiers chinois restent fort vulnérables. Au point que le Vice-Président du Congrès national du peuple a déclaré que 70 % des sociétés

cotées sur le marché ne valent rien et qu'il fallait les retirer de la cote.

L'économie de l'Inde souffre toujours d'une multiplicité de règles qui paralysent l'activité (elle n'occupe que la 134^e place dans le classement *Doing business* de la Banque mondiale). Par ailleurs l'état des infrastructures et l'inefficacité de l'administration sont autant d'obstacles à l'investissement et à la croissance économique.

L'économie japonaise reste handicapée par de nombreuses inefficiences, et le Nikkei est récemment tombé à son niveau le plus bas depuis 1982. Le titre de l'article publié par Emmott en 1998, «*Japan's Amazing Ability to Disappoint (la remarquable aptitude du Japon à décevoir)*», reste d'actualité.

Faire la paix

Emmott conclut par plusieurs recommandations pour gérer les rivalités entre les trois pays : initiatives en matière de sécurité (persuader l'Inde de signer le traité de non-prolifération), d'environnement (réduire les émissions et augmenter les investissements dans les énergies propres) et de diplomatie (encourager le soutien des États-Unis au Sommet de l'Asie de l'Est lancé en 2005, car il s'agit du seul organe réunissant la Chine, l'Inde et le Japon). Vu le succès des prédictions antérieures de l'auteur, on s'étonne qu'il ne nous dise pas si à l'avenir les rapports entre ces pays seront marqués par une rivalité destructrice ou une alliance dans la coopération.

Mais il observe à juste raison que les relations entre les trois pays seront déterminées par le comportement de la Chine. Le succès de l'organisation des Jeux olympiques de Beijing fera sans nul doute merveille pour l'image du pays. Toutefois, à long terme, il faut plutôt méditer les paroles de Deng Xiaoping, qui, interrogé sur la forme de gouvernement à appliquer en Chine, a déclaré : «*la stabilité prime sur tout*». Faut-il voir dans ces mots un engagement en faveur d'un partenariat régional et de la paix? Le Japon et l'Inde, comme les autres pays d'Asie, ne peuvent que l'espérer.

Matthew Rees
Président, *Geconomica*

Les yeux rivés sur les prix

Robert J. Samuelson

The Great Inflation and Its Aftermath

The Past and Present of American Affluence

Random House, New York, 2008, 336 pages, 26 dollars (toilé).

Au cours de ses 95 années d'existence, la Réserve fédérale des États-Unis — «la Fed» — a commis deux erreurs majeures. Elle a aggravé la «Grande crise» des années 30 en refusant d'injecter des liquidités dans une économie mondiale exsangue. Et dans les années 70, elle a laissé la «Grande inflation» s'installer en n'épongeant pas la liquidité dans laquelle l'économie mondiale se noyait. Mais si la grande crise reste gravée dans les mémoires, la grande inflation a sombré dans l'oubli.

Le livre de Robert Samuelson retrace avec brio «l'histoire oubliée» de la grande inflation, qu'il considère comme la plus grave erreur de politique *intérioritaire* (c'est l'auteur qui souligne) commise par Washington dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. En plus de retracer l'histoire de la maîtrise de l'inflation, le livre brosse l'un des meilleurs tableaux de l'histoire économique des États-Unis et du monde depuis 1960.

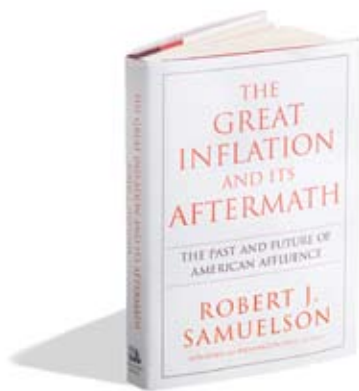
Une pluie interminable

De 1960 à 1979, le taux d'inflation annuel des États-Unis est passé de moins de 1,5 % à près de 13,5 %. L'auteur compare les hausses de prix à une pluie interminable. À l'époque, les Américains ont vivement protesté contre l'inflation galopante. Les sondages montrent que les citoyens étaient beaucoup plus préoccupés par l'inflation que par la guerre du Vietnam ou par le scandale du Watergate.

Samuelson fait valoir qu'en laissant l'inflation dépasser 10 %, on a jeté les bases d'une situation catastrophique pour l'économie américaine dans les années 70. Cette forte inflation a «incontestablement déstabilisé l'économie et entraîné quatre récessions de plus en plus graves». Cette inflation élevée — accompagnée de taux d'intérêt élevés et instables — a freiné l'amélioration du niveau de vie en abaissant le taux de

croissance de la productivité, en provoquant la stagnation des marchés boursiers et en entraînant une série de crises de la dette dont ont pâti les «agriculteurs américains, les caisses d'épargne aux États-Unis et les pays en développement».

Cette pluie incessante était-elle seulement due à la malchance? Non, affirme Samuelson, elle est «le résultat pervers de politiques bien intentionnées, encouragées par certains économistes universitaires parmi les plus éminents du pays». Dans les années 50 et au début des années 60, les économistes avaient acquis la conviction qu'il existait une relation inverse stable entre inflation et chômage : il était donc possible de réduire le chômage moyennant un peu plus d'inflation. La Fed a



été l'un des «principaux auteurs» de la grande inflation. Dans toute inflation, trop d'argent chasse trop peu de biens et cette inflation, la plus forte enregistrée par les États-Unis en temps de paix, s'explique «par le fait que l'administration, par l'intermédiaire de la Fed, a créé trop de monnaie».

Un nouveau commencement pour les États-Unis?

Comment a-t-on pu ramener l'inflation à deux chiffres de l'année 1980 à 4 % seulement en 1982? Selon Samuelson, cet exploit a été essentiellement accompli par deux hommes — Paul Volcker et Ronald Reagan — qui, pour cela, ont dû prendre des mesures drastiques. Pour l'essentiel, la contraction des liquidités opérée par la Fed sous la présidence de Volcker, a induit un ralentissement économique désastreux, le plus fort depuis la grande crise. Pour sa part, le Président Reagan a laissé la Fed appliquer cette politique «suffisamment longtemps pour modifier la psychologie

inflationniste». Aujourd'hui encore, les coûts sociaux de la lutte menée contre l'inflation aux États-Unis entre 1980 et 1982 «semblent épouvantables».

Pour Samuelson, la maîtrise de l'inflation a posé les jalons «de la prospérité des 25 dernières années du XX^e siècle» et a inversé en grande partie les effets négatifs d'une inflation à deux chiffres. Ces années ont été marquées par la croissance du revenu des États-Unis, qui a dépassé celle des autres pays avancés, par la vitalité des entreprises dont témoigne l'émergence de sociétés telles que Microsoft et enfin par le rétablissement de la confiance dans le dollar des États-Unis. Cette vitalité a contribué à transformer la finance internationale en encourageant une augmentation spectaculaire des flux de capitaux transnationaux.

Le ciel s'assombrit à nouveau

Le succès n'est jamais sans ombre et jamais éternel. Samuelson reconnaît que ces 25 années consécutives de bonnes performances économiques sont entachées de zones d'ombre et sont peut-être sur le point de prendre fin. Les années qui ont suivi la maîtrise de l'inflation ont été des années de croissance économique mais elles ont engendré une société plus ingrate, et un retour aux conditions d'existence plus rudes d'une économie davantage axée sur le marché. Cette prospérité prolongée, marquée par une croissance continue et seulement deux récessions mineures, a «fait naître une attitude de complaisance et d'indifférence» quant à la complexité croissante de la finance internationale, qui est responsable des turbulences actuelles.

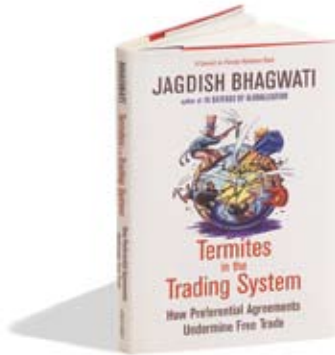
«Pour rétablir la prospérité des dernières décennies, il est nécessaire de mieux comprendre les interdépendances entre le système financier et le reste de l'économie, devenues à la fois «plus complexes et moins prévisibles». Si de nouveaux enseignements sont à tirer dans ce domaine, Samuelson souligne qu'il ne faut pas pour autant oublier les leçons de la maîtrise de la grande inflation : «il faut étouffer l'inflation dans l'œuf : plus on attend, plus elle est difficile à maîtriser.»

Prakash Loungani

Conseiller,

Département des études du FMI

Un fervent plaidoyer



Jagdish Bhagwati

Termites in the Trading System How Preferential Trade Agreements Undermine Free Trade

A Council on Foreign Relations book, Oxford University Press, 2008, 160 pages, 24,95 dollars (toilé).

Mis en demeure par le mathématicien Stanislas Ulam de citer une seule proposition des sciences sociales qui soit vraie sans être triviale, Paul Samuelson, titan incontesté de la science économique du XX^e siècle, a cité le principe de l'avantage comparatif dont «la rigueur logique n'a pas besoin d'être démontrée aux mathématiciens; d'ailleurs, le fait que des milliers de gens importants et intelligents n'ont jamais pu le comprendre, même quand on le leur a expliqué, atteste qu'il n'est pas trivial». Jagdish Bhagwati, titan de la science économique internationale et auteur de *Termites in the Trading System*, pourrait souligner que ces gens importants et intelligents n'ont guère mieux compris la distinction entre libre-échange et zones de libre-échange (accords commerciaux entre un groupe de pays), bien que cette distinction découle aussi d'un ensemble limité d'axiomes et que ce manque de compréhension menace le système commercial international.

Depuis longtemps, Bhagwati signale aux gens importants et intelligents la pertinence de cette distinction, dans ses ouvrages universitaires comme dans ses écrits de vulgarisation. Au début des années 90, alors que la dérive vers les accords

commerciaux préférentiels s'amorçait à peine, il était presque le seul à s'élever contre cette fragmentation du système commercial (voir son article de 1993 intitulé «Regionalism and Multilateralism: An Overview» dans *New Dimensions in Regionalism*, publié sous la direction de Jaime DeMelo and Arvind Panagariya, New York, Cambridge University Press). Aujourd'hui, alors que les accords préférentiels se comptent par centaines et que les règles gouvernant les flux de biens et services ont proliféré dans la même proportion, la prescience de la mise en garde de Bhagwati apparaît pleinement.

Bien que le principe de non-discrimination fût l'un des fondements de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT, 1948), ce dernier tolérait des exceptions (article XXIV), en permettant des accords préférentiels sous forme de zones de libre-échange ou d'unions douanières. Les membres d'une telle zone, comme celle de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) ou d'une union douanière, comme l'Union européenne, doivent éliminer leurs barrières commerciales; mais l'union douanière impose aussi un tarif extérieur commun sur les importations venant de pays non membres. Bien que les pays membres de ces accords et unions soient tenus de lever les barrières entre eux, cela n'équivaut pas à un régime multilatéral de libre-échange. Les tarifs discriminatoires imposés aux non-membres peuvent causer des inefficiences quant au choix de la source des importations, entraînant de graves conséquences normatives (potentiellement négatives) pour les membres et les non-membres. Plus précisément, comme Jacob Viner l'a démontré dans son analyse classique de 1950 (*The Customs Union Issue*, New York, Carnegie Endowment for International Peace), s'il est possible de stimuler ainsi entre les membres des échanges de biens qu'ils produisent avec efficacité par rapport au reste du monde, ces accords peuvent aussi avoir un «effet de distorsion», les préférences réciproques des pays

membres ayant pour effet de détourner les biens en provenance de pays non membres efficaces. Dans ce cas, la situation des pays membres pourrait être pire qu'avant.

Dans les 100 pages empreintes de son humour et de sa perspicacité habituels, l'auteur dissèque la question des accords préférentiels avec érudition et rigueur, la situant dans son contexte historique, et soulignant ses ramifications sur le plan des politiques publiques. Au chapitre 2, il analyse les origines de l'article XXIV du GATT et rappelle les impératifs politiques qui ont conduit les États-Unis à abandonner le principe de non-discrimination et à accepter les exceptions de l'article XXIV. Au chapitre 3, s'appuyant sur des exemples récents, il décrit concrètement les effets négatifs du détournement des échanges, en étayant par des données empiriques l'argumentation théorique contre les préférences. Il analyse à fond les conséquences des échanges préférentiels pour le système commercial multilatéral, en montrant à juste titre que la transformation actuelle du système en un réseau chaotique d'accords préférentiels (le fameux «bol de spaghetti») ne peut être efficace. Au chapitre 4, il appelle les pays à éviter les accords bilatéraux, à libéraliser plus largement leurs échanges pour diluer l'effet de distorsion des préférences commerciales au profit d'un libre-échange mondial.

Mais ces milliers de gens importants et intelligents l'écouteront-ils? Ces dernières décennies, Bhagwati, tel un virtuose classique, a joué toutes les variations de l'argument en faveur du libre-échange et des accords multilatéraux qui y mènent. Il présente ici certains de ses meilleurs arguments pour la distinction entre libre-échange et zones de libre-échange et la meilleure réfutation de ceux qui confondent les deux notions. Il décrit avec passion l'incidence de cette confusion sur le système commercial. Ses arguments méritent d'être étudiés très attentivement.

Pravin Krishna
Professeur émérite Chung Ju Yung
d'économie internationale
Université Johns Hopkins